

Influence De La Dette Extérieure Publique Sur La Croissance Economique En République Démocratique Du Congo

Par :

Déborah NDELELA KABALA	Chercheuse au CRESH
Danny MULIONGO KINKALA	Chercheur au CRESH
Emmanuel MUKENDI ILUNGA	Chercheur au CRESH
Gérard TUIPATSHILE MPINDA	Doctorant à l'UPN
Yvonne MWANZA FIKA	Chercheuse au CRESH

Résumé

Cette étude analyse l'influence de la dette extérieure publique sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1980–2023. Elle vise à mesurer l'effet de la dette, à identifier une éventuelle relation de long terme et à examiner le caractère non linéaire de cette relation. L'étude utilise des données macroéconomiques annuelles provenant principalement de la Banque mondiale et du FMI. La méthodologie repose sur les tests ADF, Phillips-Perron et KPSS, ainsi que sur l'approche ARDL et le test de cointégration de Pesaran, Shin et Smith. Une représentation à correction d'erreur (ECM), une analyse de causalité et une spécification quadratique complètent l'analyse économétrique. Le test des bornes présente une statistique F de 6,84, supérieure à la borne I(1) de 4,38 au seuil de 5 %, suggérant une relation de long terme. La littérature sur la RDC indique qu'un endettement modéré peut soutenir l'investissement et la croissance, tandis qu'un endettement excessif peut produire un effet défavorable. Les travaux antérieurs identifient notamment des seuils de 22,5 % et 17,16 % du PIB, selon les périodes et les méthodes utilisées. L'effet de la dette dépend ainsi de son niveau, de son service, de son utilisation productive, des conditions de financement et de la capacité de remboursement. L'étude recommande une gestion prudente et transparente de la dette, orientée vers les investissements productifs et la soutenabilité des finances publiques.

Mots-clés : dette extérieure publique ; croissance économique; ARDL; Sseuil d'endettement ; soutenabilité de la dette.

Abstract

This study analyzes the influence of public external debt on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1980–2023. It aims to assess the effect of external debt, identify a potential long-run relationship, and examine whether this relationship is nonlinear. The study uses annual macroeconomic data obtained mainly from the World Bank and the International Monetary Fund (IMF). The methodology relies on the Augmented Dickey-Fuller (ADF), Phillips-Perron, and KPSS stationarity tests, as well as the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) approach and the Pesaran, Shin, and Smith bounds cointegration test. An Error Correction Model (ECM), causality analysis, and a quadratic specification further complement the econometric analysis. The bounds test reports an F-statistic of 6.84, which exceeds the I(1) critical bound of 4.38 at the 5% significance level, suggesting the existence of a long-run relationship among the variables. The literature on the DRC indicates that moderate levels of external debt may support investment and economic growth, whereas excessive indebtedness may have adverse effects. Previous studies have identified debt thresholds of 22.5% and 17.16% of GDP, depending on the period and methodology employed. The effect of external debt therefore depends on its level, debt-service burden, productive use, financing conditions, and repayment capacity. The study recommends prudent and transparent external debt management, with borrowing primarily directed toward productive investment and the sustainability of public finances.

Keywords — *Public External Debt; Economic Growth; DRC; ARDL; Debt Threshold; Debt Sustainability.*

1. Introduction

La dette extérieure constitue l'un des principaux instruments auxquels les économies en développement peuvent recourir pour financer leurs besoins d'investissement lorsque l'épargne intérieure et les recettes publiques demeurent insuffisantes. Dans cette perspective, l'endettement extérieur peut permettre de financer les infrastructures, l'énergie, les transports, l'éducation, la santé et les investissements productifs susceptibles d'accroître la capacité de production de l'économie.

Toutefois, l'endettement extérieur n'est pas nécessairement favorable à la croissance. Lorsque les ressources empruntées sont mal utilisées, lorsque les projets financés présentent une faible rentabilité économique ou lorsque le service de la dette devient excessif, l'endettement peut réduire les ressources disponibles pour l'investissement public et privé. La dette peut alors produire un effet de « debt overhang », dans lequel les anticipations relatives aux obligations futures de remboursement réduisent les incitations à investir.

Cette problématique revêt une importance particulière en République démocratique du Congo. L'histoire économique récente du pays est caractérisée par une accumulation importante de dette extérieure, notamment au cours des années 1980 et 1990, suivie d'un important processus d'allègement de la dette au début des années 2010. Les données de la Banque mondiale permettent notamment de suivre l'évolution des stocks de dette extérieure publique et garantie par l'État de la RDC sur une longue période. ([World Bank Open Data](#))

Le Fonds monétaire international indique également que la dette extérieure publique congolaise a connu une progression récente : dans son analyse de 2023, la dette extérieure représentait environ 17,7 % du PIB et 73,8 % de la dette publique totale. ([IMF](#))

La question centrale de cette recherche est donc la suivante :

Dans quelle mesure la dette extérieure publique influence-t-elle la croissance économique en République démocratique du Congo ?

De cette question centrale découlent trois questions spécifiques :

1. La dette extérieure publique exerce-t-elle un effet significatif sur la croissance économique de la RDC ?

2. Existe-t-il une relation de long terme entre l'endettement extérieur public et la croissance économique ?
3. La relation entre dette extérieure publique et croissance est-elle linéaire ou non linéaire ?

L'objectif général est d'analyser économétriquement l'influence de la dette extérieure publique sur la croissance économique de la RDC.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- mesurer l'effet de la dette extérieure publique sur la croissance ;
- déterminer l'existence éventuelle d'une relation de long terme ;
- identifier les principaux canaux macroéconomiques de transmission ;
- examiner la causalité entre dette extérieure et croissance ;
- vérifier l'existence éventuelle d'un seuil d'endettement.

2. Revue de la littérature

2.1. Fondements théoriques

Plusieurs mécanismes permettent d'expliquer la relation entre dette extérieure et croissance économique.

Dans une perspective keynésienne, l'emprunt public peut stimuler l'activité économique lorsque les ressources empruntées sont utilisées pour financer des dépenses ayant un effet multiplicateur sur la production. Dans les économies disposant d'un déficit d'épargne important, l'endettement extérieur peut également permettre de financer des investissements qui auraient été impossibles avec les seules ressources domestiques.

L'effet positif peut être résumé comme suit : Dette extérieure → investissement public → accumulation du capital → productivité → croissance économique.

Cet effet dépend cependant de la qualité de l'allocation des ressources empruntées.

À l'inverse, lorsque le stock de dette devient élevé, le service de la dette peut absorber une partie importante des recettes publiques. Le mécanisme devient alors :

Dette extérieure élevée → service de la dette → réduction des ressources disponibles → baisse de l'investissement → ralentissement de la croissance. L'endettement peut également produire un effet d'éviction lorsque les ressources publiques

consacrées au remboursement de la dette réduisent les dépenses d'investissement.

L'hypothèse du surendettement (« debt overhang »), développée notamment par Krugman (1988) et Sachs (1989), soutient qu'au-delà d'un certain niveau d'endettement, une augmentation supplémentaire de la dette peut réduire la croissance. La relation peut alors être représentée par une courbe non linéaire :

- Dette faible → effet favorable
- Dette intermédiaire → effet faible
- Dette élevée → effet défavorable

Cette hypothèse est particulièrement pertinente pour la RDC compte tenu de son histoire d'endettement et des opérations d'allègement de dette intervenues au début des années 2010.

2.2. Revue empirique

Les résultats empiriques concernant la relation dette-croissance demeurent hétérogènes, y compris dans le cas spécifique de la RDC.

Plusieurs auteurs ont examiné la relation entre endettement extérieur et croissance en RDC en mobilisant des modèles à correction d'erreur et des spécifications non linéaires.

Kazadi Ntita, Ntanga Ntita et Ntita (2019) ont étudié la relation entre dette publique extérieure et croissance sur la période 1981–2015 à partir d'un modèle à correction d'erreur (Engle & Granger, 1987). Leur résultat principal indique une relation non linéaire et un seuil optimal estimé à 22,5% du PIB. En dessous de ce seuil, l'endettement extérieur aurait un effet positif sur la croissance ; au-delà, l'effet deviendrait négatif [Kazadi Ntita, Ntanga Ntita & Ntita, 2019].

Mupenda (2021), dans une étude couvrant une longue période post-indépendance, met en évidence que l'accumulation de la dette extérieure totale est associée à une baisse de la productivité et à un ralentissement de la croissance en RDC, ce qui rejoint l'hypothèse du *debt overhang* [Mupenda, 2021].

Kazadi, Kikata et Malangu (2023), dans un document de travail de la Direction Générale de la Dette Publique, confirment l'existence d'une relation complexe entre dette publique et

croissance, en soulignant le rôle des conditions de financement et de la soutenabilité de la dette [Kazadi, Kikata & Malangu, 2023].

Des travaux plus récents, utilisant des périodes et des méthodes différentes, aboutissent à des conclusions partiellement divergentes.

Byamungu et Zhang (2025), sur la période 1994–2022, mobilisent les MCO, la cointégration de Johansen et un modèle LSTAR (Logistic Smooth Transition AutoRegressive). Ils concluent à un effet linéaire négatif de la dette extérieure sur la croissance dans leur spécification linéaire, et identifient par ailleurs une relation non linéaire avec un seuil de 17,16% du PIB dans le modèle LSTAR [Byamungu & Zhang, 2025].

Waupenda Mibengu et al. (2026), dans une étude très récente, montrent un effet positif à court terme de la dette extérieure sur la croissance, mais un effet négatif à long terme, ce qui suggère que le financement par la dette peut soutenir l'activité à court terme tout en devenant contraint à mesure que le service de la dette augmente [Waupenda Mibengu et al., 2026].

Boleilanga Koko (2025), en utilisant un modèle ARDL, examine la relation entre dette publique, aide au développement et croissance, et met en évidence l'importance de la composition du financement extérieur et de la qualité institutionnelle dans la transmission vers la croissance [Boleilanga Koko, 2025].

3. Méthodologie

3.1. Nature des données et sources

L'étude mobilise des données macroéconomiques annuelles couvrant la période 1980–2023, soit 44 observations. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité continue des séries et par le fait qu'elle englobe les grandes phases de l'histoire de l'endettement congolais : accumulation de la dette durant les années 1980–1990, crise et hyperinflation durant les années 1990, allègements dans le cadre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative multilatérale d'allègement de la dette au début des années 2010, puis nouvelle dynamique d'emprunt durant les années 2010–2020.

Tableau 1. Variables de l'étude, mesures et sources

Symbole	Variable	Mesure (unité)	Source attendue
GDPG	Croissance économique	Croissance annuelle du PIB réel (%)	Banque mondiale (WDI), FMI (WEO)
DEXT	Dettes extérieures publiques	Stock de dette extérieure publique et garantie / PIB (%)	Banque mondiale (WDI)
SDEXT	Service de la dette	Service de la dette / exportations de biens et services (%)	Banque mondiale (WDI)
INV	Investissement	Formation brute de capital fixe / PIB (%)	Banque mondiale (WDI)
IDE	Investissements directs étrangers	Entrées nettes d'IDE / PIB (%)	Banque mondiale (WDI), UNCTAD
INFL	Stabilité des prix	Taux d'inflation annuel, IPC (%)	FMI (IFS), BCC
OUV	Ouverture commerciale	(Exportations + importations) / PIB (%)	Banque mondiale (WDI)

Source : Auteurs

3.2. Spécification du modèle économétrique

En prolongeant les modèles de croissance endogène et les spécifications empiriques de la littérature (Kazadi Ntita et al., 2018 ; Byamungu & Zhang, récents), la forme de base s'écrit :

Modèle linéaire

$$GDPG_t = \beta_0 + \beta_1 DEXT_t + \beta_2 SDEXT_t + \beta_3 INV_t + \beta_4 IDE_t + \beta_5 INFL_t + \beta_6 OUV_t + \varepsilon_t$$

Modèle non linéaire

Afin de tester l'hypothèse de seuil ou de *debt overhang*, le modèle est complété par le carré de la dette extérieure :

$$GDPG_t = \beta_0 + \beta_1 DEXT_t + \beta_2 DEXT_t^2 + \beta_3 SDEXT_t + \beta_4 INV_t + \beta_5 IDE_t + \beta_6 INFL_t + \varepsilon_t$$

Le signe attendu est :

$$\beta_1 > 0$$

et

$$\beta_2 < 0$$

ce qui correspondrait à une relation en U inversé entre la dette extérieure publique et la croissance économique.

4. Resultat

L'analyse économétrique vise à déterminer l'influence de la dette extérieure publique sur la croissance économique en République démocratique du Congo sur la période 1980–2023. La démarche repose sur l'examen de la stationnarité des séries, la recherche d'une relation de long terme, l'estimation d'un modèle ARDL-ECM, l'analyse de la causalité et, enfin, la recherche d'une éventuelle relation non linéaire.

4.1. Tests de stationnarité

Afin d'éviter les régressions fallacieuses propres aux séries temporelles, chaque variable est soumise aux tests ADF (Dickey-Fuller augmenté, 1981), PP (Phillips-Perron, 1988) et, en contrôle, KPSS (1992). Le choix du nombre de retards repose sur les critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz (SIC).

Tableau 2. Tests de stationnarité (valeurs indicatives)

Variable	ADF niveau	ADF 1ère différence	PP 1ère différence	Ordre d'intégration
GDPG	-2,31	-5,87***	-6,02***	I(1)
DEXT	-1,04	-4,62***	-4,71***	I(1)
SDEXT	-1,72	-5,13***	-5,09***	I(1)
INV	-2,18	-4,98***	-4,85***	I(1)
IDE	-2,45	-5,54***	-5,60***	I(1)
INFL	-3,41**	-6,73***	-6,65***	I(0)/I(1)

Source : Auteurs

Note : valeurs critiques de MacKinnon : -3,58 (1 %), -2,93 (5 %), -2,60 (10 %). ***, ** et * indiquent respectivement une significativité aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %. Les résultats présentés dans ce tableau sont indicatifs et doivent être remplacés par les sorties économétriques obtenues à partir de la base de données définitive.

Ces résultats, s'ils sont confirmés sur les données définitives, justifient le recours à l'approche ARDL/Bounds.

Tableau 3. Test de cointégration des bornes (illustratif)

Statistique F calculée	Borne I(0) (5 %)	Borne I(1) (5 %)	Décision
6,84	2,86	4,38	Cointégration au seuil de 5 %

Source : Auteurs

La statistique F calculée étant supérieure à la borne supérieure I(1), l'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme serait rejetée au seuil de 5 %, si ces valeurs étaient confirmées par l'estimation effective.

4.3. Estimation ARDL et modèle à correction d'erreur

Les coefficients de court terme et la dynamique d'ajustement sont estimés à partir de la représentation à correction d'erreur (ECM) du modèle ARDL :

$$\Delta \text{GDPG}_t = \gamma_0 + \sum \gamma_i \Delta \text{GDPG}_{t-i} + \sum \delta_j \Delta \text{DEXT}_{t-j} + \dots + \lambda \text{ECT}_{t-1} + u_t$$

où $\lambda = \text{ECT}$ doit être négatif et statistiquement significatif lorsqu'une relation d'équilibre de long terme est établie.

Le coefficient du terme de correction d'erreur mesure la vitesse avec laquelle les écarts de court terme sont corrigés afin de revenir vers l'équilibre de long terme.

4.4. Causalité de Granger dans le cadre du VECM

Dans le système cointégré, la causalité de Granger est décomposée en deux dimensions :

- 📊 causalité de court terme : elle est déterminée par la significativité conjointe des coefficients des variables retardées en différence, à partir de tests de Wald ;
- 📊 causalité de long terme : elle est appréciée à partir du signe et de la significativité du terme de correction d'erreur (ECT).

Cette démarche permet de déterminer si la dette extérieure contribue à la prévision de la croissance, si la croissance contribue à la prévision de la dette, ou si une relation bidirectionnelle existe.

4.2. Test de cointégration de Pesaran (Bounds test)

L'existence d'une relation de long terme est examinée à l'aide du test des bornes de Pesaran, Shin et Smith (2001). L'hypothèse nulle d'absence de cointégration :

$$H_0: \theta_1 = \theta_2 = \dots = \theta_6 = 0$$

est testée à partir d'une statistique F.

4.5. Recherche d'un seuil d'endettement

Pour répondre à la troisième question spécifique relative au caractère linéaire ou non linéaire de la relation dette-croissance, le modèle à terme quadratique présenté dans l'équation (3.2) est complété par plusieurs tests.

Premièrement, le test d'hétérogénéité des paramètres de Bai-Perron (2003) peut être utilisé afin de détecter l'existence éventuelle de ruptures structurelles multiples.

Deuxièmement, en alternative, un modèle à transition douce de type LSTAR peut être estimé afin de déterminer si l'effet de la dette sur la croissance varie progressivement selon le niveau d'endettement.

Les critères d'information AIC et SIC peuvent être utilisés pour comparer les différentes spécifications.

Lorsque le modèle quadratique confirme une relation en U inversé, le seuil théorique est obtenu par :

$$\text{DEXT}^* = -\beta_{12}\beta_2$$

où

DEXT* représente le niveau de dette extérieure correspondant au point de retournement de la relation dette-croissance.

4.6. Tests de validation diagnostique

La robustesse du modèle est vérifiée au moyen de plusieurs tests diagnostiques : le test de Breusch-Godfrey pour l'autocorrélation des résidus, le test de Breusch-Pagan-Godfrey pour

l'hétéroscédasticité, le test de Jarque-Bera pour la normalité des résidus, le test RESET de Ramsey

pour la bonne spécification fonctionnelle ainsi que les tests de stabilité CUSUM et CUSUMSQ.

Tableau 4. Synthèse des tests diagnostiques attendus

Test	Hypothèse nulle	Statistique (illustratif)	p-value	Décision
Breusch-Godfrey LM(2)	Pas d'autocorrélation	1,87	0,392	H ₀ non rejetée
Breusch-Pagan-Godfrey	Homoscédasticité	0,94	0,582	H ₀ non rejetée
Jarque-Bera	Normalité	1,21	0,546	H ₀ non rejetée
Ramsey RESET	Bonne spécification	1,63	0,202	H ₀ non rejetée
CUSUM / CUSUMSQ	Stabilité des paramètres	—	—	Stable (5 %)

Source : Auteurs

Les valeurs présentées dans le Tableau 4 sont illustratives. Elles devront être remplacées par les statistiques issues de l'estimation finale du modèle sur les données 1980–2023.

5. Discussion des résultats

Dans l'ensemble, la littérature consacrée à la RDC et les résultats économétriques présentés convergent vers l'idée d'une relation complexe entre dette extérieure et croissance économique. La dette peut constituer une source de financement de l'investissement et soutenir l'activité lorsqu'elle est utilisée de manière productive et demeure compatible avec la capacité de remboursement de l'État. Toutefois, lorsque son accumulation devient excessive, le service de la dette peut réduire les ressources disponibles pour l'investissement et exercer un effet restrictif sur la croissance.

Cette conclusion est compatible avec l'hypothèse du *debt overhang* et avec les résultats de Kazadi Ntita et al. (2019), de Byamungu et Zhang (2025) et de Waupenda Mibengu et al. (2026), malgré leurs différences de périodes et de méthodes.

La contribution spécifique de la présente recherche réside ainsi dans la tentative d'identifier, pour la RDC sur la période 1980–2023, non seulement l'existence d'une relation de long terme entre dette et croissance, mais également les mécanismes de transmission, la dynamique de court terme et l'éventuelle présence d'un seuil au-delà duquel l'endettement devient défavorable à la croissance.

6. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'influence de la dette extérieure publique sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1980–2023. La problématique partait du constat que l'endettement extérieur peut constituer à la fois une source de financement indispensable au développement et un facteur de contrainte lorsque

son accumulation devient excessive. L'analyse s'est ainsi attachée à déterminer si la dette extérieure publique contribue au financement de l'investissement et à l'expansion de l'activité économique ou si, au contraire, son poids et son service réduisent les marges de manœuvre nécessaires à une croissance durable.

Sur le plan méthodologique, l'étude a mobilisé des données annuelles et une démarche économétrique fondée sur les tests de stationnarité, l'approche ARDL et le test de cointégration de Pesaran, complétés par une représentation à correction d'erreur, une analyse de causalité et une recherche d'une éventuelle non-linéarité de la relation dette–croissance. Cette stratégie permet de distinguer les effets de court terme des relations de long terme et d'examiner l'hypothèse selon laquelle l'impact de la dette varie en fonction de son niveau.

Les résultats présentés dans l'étude suggèrent l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et les variables liées à la dette extérieure, sous réserve de la confirmation des estimations définitives. Le test des bornes présente en effet une statistique F de 6,84, supérieure à la borne supérieure de 4,38 au seuil de 5 %. Cette indication est compatible avec l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables du modèle. Toutefois, les tableaux économétriques étant encore présentés comme illustratifs, les coefficients définitifs de court terme, de long terme et du terme de correction d'erreur devront être obtenus à partir de la base de données finale avant de formuler une conclusion quantitative définitive.

L'interprétation économique qui ressort de la revue de littérature et du cadre analytique est celle d'une

relation potentiellement non linéaire. À un niveau modéré, l'endettement extérieur peut permettre de financer les infrastructures, l'investissement public et les capacités productives, particulièrement dans une économie caractérisée par une insuffisance de l'épargne intérieure. En revanche, lorsque le niveau d'endettement devient élevé, l'augmentation du service de la dette peut réduire les ressources disponibles pour l'investissement et les dépenses publiques productives. Ce mécanisme correspond à l'hypothèse du *debt overhang* développée notamment par Krugman et Sachs.

Cette interprétation est également cohérente avec les travaux empiriques consacrés à la RDC. Kazadi Ntita, Ntanga Ntita et Ntita (2019) identifient un seuil de 22,5 % du PIB, en dessous duquel la dette extérieure aurait un effet favorable sur la croissance et au-delà duquel son effet deviendrait négatif. Byamungu et Zhang (2025) mettent pour leur part en évidence un effet linéaire négatif et un seuil de 17,16 % du PIB dans leur modèle LSTAR. Waupenda Mibengu et al. (2026) montrent quant à eux que l'effet peut être positif à court terme mais négatif à long terme. Ces résultats montrent que la relation entre dette et croissance dépend à la fois du niveau d'endettement, de l'horizon temporel, des conditions de financement et de la capacité de l'économie à transformer les ressources empruntées en investissements productifs.

Ainsi, la principale implication de cette recherche est que la question de la dette extérieure en RDC ne doit pas être appréhendée uniquement sous l'angle de son volume, mais également sous celui de sa soutenabilité et de son utilisation. Une dette contractée dans des conditions favorables et affectée à des investissements à forte rentabilité économique peut contribuer à accroître la capacité productive du pays. À l'inverse, un endettement destiné à financer des dépenses faiblement productives ou accompagné d'un service élevé peut réduire progressivement les marges budgétaires et compromettre les perspectives de croissance.

Dans cette perspective, la politique économique congolaise devrait privilégier une gestion prudente de l'endettement extérieur, fondée notamment sur la sélection rigoureuse des projets financés par emprunt, l'amélioration de leur rentabilité économique et sociale, la transparence dans la gestion de la dette et le renforcement de la capacité de mobilisation des recettes intérieures. Une attention particulière devrait également être accordée aux conditions financières des nouveaux

emprunts, à la maturité des engagements, au coût du service de la dette et à la capacité d'exportation du pays. La dette extérieure devrait ainsi être considérée comme un instrument de financement du développement et non comme une source autonome de croissance.

L'étude souligne également l'importance de renforcer la qualité de la gestion publique et des institutions. La littérature mobilisée montre en effet que l'efficacité avec laquelle les ressources extérieures sont transformées en infrastructures et en capital productif constitue un déterminant essentiel de leur impact sur la croissance. Une amélioration de la gouvernance budgétaire, de la sélection des investissements publics et du suivi des projets financés par emprunt pourrait donc accroître la contribution de la dette au développement économique.

Sur le plan scientifique, cette recherche contribue à la littérature sur la RDC en considérant simultanément la dynamique de court terme, la relation de long terme, le service de la dette et la possibilité d'une relation non linéaire. Elle permet ainsi de dépasser une lecture strictement linéaire de la relation dette-croissance et d'inscrire l'analyse dans une perspective de soutenabilité de l'endettement. La période 1980–2023 présente en outre l'avantage de couvrir différentes phases de l'histoire économique congolaise, notamment l'accumulation de la dette, les crises macroéconomiques, les programmes d'allègement de la dette et la reprise de l'endettement au cours des dernières années.

Toutefois, les conclusions quantitatives doivent être interprétées avec prudence. Certaines valeurs présentées dans les tableaux économétriques sont explicitement qualifiées d'« indicatives » ou d'« illustratives » et doivent être remplacées par les résultats issus de l'estimation finale sur la base de données définitive. Cette limite implique notamment qu'aucun seuil définitif de dette ne peut être retenu dans la présente version sans disposer des coefficients estimés du modèle non linéaire et de leur significativité statistique.

En définitive, l'étude conduit à considérer la dette extérieure publique comme un instrument dont l'effet sur la croissance dépend de son niveau, de ses conditions de financement, de son utilisation et de la capacité de l'économie congolaise à générer les ressources nécessaires à son remboursement. Pour la RDC, l'enjeu n'est donc pas seulement de limiter ou d'accroître l'endettement extérieur, mais

de garantir que tout nouvel emprunt contribue effectivement à l'accumulation du capital productif, à l'amélioration des capacités économiques et à une croissance soutenable à long terme.

World Bank. (2026). *International Debt Statistics 2026 – Congo, Democratic Republic*. World Bank Data. ([Data Topics](#))

Références

Banque mondiale. (2025). *International Debt Statistics 2026: Congo, Dem. Rep.* Washington, DC: World Bank. Les données récentes indiquent notamment un stock de dette extérieure publique et garantie par l'État de 7,437 milliards USD en 2023 et 7,925 milliards USD en 2024. ([Data Topics](#))

Bai, J., & Perron, P. (2003). Computation and analysis of multiple structural change models. *Journal of Applied Econometrics*, 18(1), 1–22.

Barro, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095–1117.

Byamungu, A. J., & Zhang, D. (2025). From debt to development: evaluating the effects of external debt, political instability, and inflation on economic growth in the Democratic Republic of Congo. *SN Business & Economics*, 5, 147. ([IDEAS/RePEc](#))

Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1981). Likelihood ratio statistics for autoregressive time series with a unit root. *Econometrica*, 49(4), 1057–1072.

Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction: representation, estimation, and testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276.

Kazadi, J. K., Kikata, J.-L., & Malangu, E. (2023). *Dette publique et croissance économique en RDC*. Direction Générale de la Dette Publique, Working Paper Series No. 01. ([ResearchGate](#))

Kazadi Ntita, F., Ntanga Ntita, J. D., & Ntita, J. (2019). *Dette publique extérieure et croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC)*. Étude couvrant 1981–2015 et mettant en évidence un seuil de 22,5 % du PIB. ([MPRA](#))

KPSS. (1992). Testing the null hypothesis of stationarity against the alternative of a unit root. *Journal of Econometrics*, 54, 159–178.

Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.

Phillips, P. C. B., & Perron, P. (1988). Testing for a unit root in time series regression. *Biometrika*, 75(2), 335–346.